

Echos des mobilisations (10 février)

Paris

À Paris, à l'appel du collectif de dizaines et dizaines d'établissements et de parents d'élèves, les manifestants se sont donné rendez-vous devant le rectorat puis ont envahi la cour et le hall du bâtiment.



Une demande d'audience a été immédiatement déposée : on exige des réponses à tous les cahiers de revendications !

Nous avons le soutien des parents, de l'Union départementale de Paris dont plusieurs syndicats sont présents, de la FNEC FP-FO, du secrétaire général de la FGF-FO Christian Grolier qui est là également et il soutient la demande d'audience.

Le directeur académique a appelé FO : « on accepte une délégation de 6 représentants. »

L'AG – qui initialement devait se tenir à la Bourse du travail, mais qui a été maintenue au rectorat – a répondu : « tous les établissements doivent être reçus ». Finalement, ce sont 9 collègues et parents d'élèves qui seront reçus en audience par le directeur académique.



A la délégation qui a été finalement reçue au rectorat, il a été répondu que le Recteur ne pouvait annuler des suppressions prévues par le budget adopté par la « représentation nationale »... Quand on sait comment ce budget a été « imposé » et non « adopté » et grâce à qui il a pu quand même être « imposé »... il faudrait accepter sa légitimité ?



Quant à la suite, les représentants FSU, CGT et Sud ont appelé à construire « dans la durée », les prochaines étapes étant le 17 février, le rassemblement à la Sorbonne ce jour à 15h30 (Place de la Sorbonne, le député candidat PS Emmanuel Grégoire y a fait plein de photos mais n'a jamais parlé de notre mobilisation au rectorat,... si vous voulez voir, c'est sur twitter....).

L'AG pour sa part a adopté la résolution suivante (extrait et Cf. annexe) :

« Les réponses apportées par le Directeur d'académie ne donnent satisfaction à aucune des revendications portées par la délégation.

L'assemblée générale décide d'informer sans attendre l'ensemble des établissements et écoles et des parents de Paris et île de France des résultats de cette première mobilisation, et décide d'organiser dès le 11 février des tournées dans tous les établissements afin de réunir les personnels et de décider la grève pour gagner sur les revendications (des premières tournées sont d'ores et déjà prévues dans les collèges Balzac, Dorgelès, Mendès France, Flora Tristan, Henri Matisse, Lucie Faure, dans les lycées techniques de Villon et Louis Armand...).

D'ici le 17 février, l'assemblée générale décide d'amplifier la mobilisation par les assemblées générales, les tournées d'établissements et d'écoles, d'organiser des brigades et d'organiser des initiatives en direction de ceux qui décident (rectorat, ministère...). Prochaine AG, le 17 février à 17h00.

Unanimité moins une abstention »

Var

Appel des personnels et parents rassemblés devant la DSDEN du Var à Toulon, ce mardi 10 février

« Enseignante poignardée à Sanary, budget d'austérité (moyens en baisse et postes supprimés) : ça suffit !

NON au budget de guerre et d'austérité du gouvernement qui n'instruit plus et ne protège plus les élèves et le personnel !

Nous, enseignants, personnels et parents des établissements signataires (), rassemblés à l'initiative de la FNEC FP FO 83, mandatée par les délégués du conseil syndical SNFOLC 83 le jour même où notre collègue enseignante d'art plastique du collège de Sanary a été poignardée par un élève de 14 ans, nous considérons que l'École est de plus en plus abandonnée par les pouvoirs publics et que les personnels manquent totalement de considération.*



(...) Dans le Var, la situation est encore plus grave puisque le taux d'encadrement des élèves est le plus bas des départements : par exemple, pour être au moins au niveau du taux moyen national, il faudrait 350 professeurs des écoles en plus et 275 classes ouvertes supplémentaires. Dans le second degré, le taux est aussi au plus bas et nous constatons encore une saignée concernant les dotations pour la prochaine rentrée scolaire, notamment l'équivalent de 79 suppressions de postes dans les lycées varois. Et que dire de la menace de suppression d'un poste d'assistante sociale au lycée Dumont D'Urville de Toulon, suite au suicide d'une élève à l'internat du lycée en décembre dernier ?

(...) Notre rassemblement a lieu en même temps que dans d'autres départements, notamment à Paris où un collectif de personnel et parents s'est constitué et a décidé de se rassembler dès 9h puis d'envahir les locaux du rectorat, appel soutenu par les organisations parisiennes SNES-FSU, SNUEP, SNFOLC, SPASEEN-FO, SNETAA-FO, SE-UNSA, SUD Éducation, CGT Educ'action, CFDT Éducation Formation Recherche Publiques Paris et la FCPE Paris, collectif qui exige la baisse des effectifs des classes, précisant que "la baisse démographique ne doit avoir comme conséquence que la baisse d'effectifs dans l'ensemble des établissements scolaires publics."

Ainsi, même si les moyens attribués dans le Var sont bien inférieurs à la moyenne nationale, nous refusons la logique du " déshabiller Pierre pour habiller Paul " car les besoins sont partout : ce qu'il faut c'est le rétablissement d'un budget permettant de répondre à tous les besoins puisque les mauvaises conditions d'apprentissage des élèves, la souffrance au travail des enseignants et personnels d'éducation, est vécue dans tout le pays !

Ce jour, nous nous sommes rassemblés et nous appelons à organiser un rapport de force significatif, dès le retour des congés, dans l'unité syndicale la plus large, pour décider des actions, y compris par la grève, pour bloquer ce budget d'austérité et exiger le rétablissement de tous les moyens nécessaires à l'Éducation ! Nous proposons également au comité de défense de l'école constitué dans le Var au printemps dernier, regroupant personnels et parents d'élèves, à répondre favorablement à cet appel.

Nous proposons à ce comité et à l'ensemble des organisations syndicales du département, la tenue d'une Assemblée Générale, dès le retour des congés, par exemple dès le mercredi 4 mars.

() : Appel adopté par les personnels et parents des établissements scolaires suivants : lycées Dumont D'Urville, Bonaparte et Anne Sophie Pic de Toulon, collèges George Sand, Pierre Puget, Django Reinhardt, Pins d'Alep et Voltaire de Toulon, Jules Ferry et Marcel Rivière de Hyères, La Vallée du Gapeau de Solliès Pont, Reynier de Six Fours, Alphonse Daudet de La Valette, Frédéric Montenard de Besse Sur Issole »*

Seine-Saint-Denis

AESH EN GALÈRE, PARENTS EN COLÈRE

Aujourd'hui, mardi 10 février 2026, devant l'école maternelle des Grands Pêcheurs, nous étions une trentaine de personnes réunies : maîtresses et AESH en grève, parents d'élèves, élus municipaux et représentantes syndicales de l'éducation nationale.

Nous avons dénoncé les conditions de travail indignes des AESH et la surcharge de travail pour les équipes pédagogiques de l'école. Nous avons rappelé combien le travail des AESH est un travail humain, basé sur une relation avec l'élève qui se crée dans la durée, dans la stabilité, dans la confiance. Les AESH ne peuvent pas être des variables d'ajustement interchangeables !

Nous dénonçons l'imposture institutionnelle de l'Etat qui prétend faire de l'inclusion tout en organisant la précarité de celles et ceux qui rendent cette inclusion possible.

Tant que les AESH resteront précarisées, l'inclusion restera une mascarade d'Etat !



Tarn

Grève des AESH de l'école de Victor Hugo de Graulhet : tant que la DASEN ne donnera pas les 8H30 d'accompagnement manquantes et qu'elle n'assurera pas des garanties quant aux conditions de travail des AESH, la grève continuera !

Elles ont été reçues avec le SNUDI FO 81 mardi 3 février par l'IEN-Adjoint et le Secrétaire Général de la DSDEN : pendant 1H30, la délégation a expliqué comment leurs accompagnements se passaient concrètement. Elles ont exprimé leur appréhension face à des accompagnements d'élèves qui se mettaient et mettaient en danger les autres élèves. Elles ont mis en avant que leur corps ne tolérait plus les coups, que leur tête ne tolérait plus les situations dont elles étaient les témoins. Quant à leur demande des 8H30 d'accompagnement manquantes aux élèves de l'école, le SG a expliqué qu'il n'y avait plus de moyens dans le Tarn, que pour recruter il fallait attendre une vacance de poste (démission, congé parental...) et qu'une demande d'autorisation de recrutement avait été faite auprès du Rectorat mais sans réponse à ce jour.

Le lendemain, la DASEN leur proposait :

- un personnel supplémentaire de plus sur chaque créneau dans la classe (RASED, PE spécialisé, professeur référent TSA, Conseillère pédagogique ASH et AESH référente)...
- 5H45 d'accompagnement de plus sur l'école.

Les AESH n'ont pas accepté ces propositions. D'une part, elles veulent la garantie du remplacement de ce personnel en plus s'il venait à être absent et que ce dispositif soit maintenu jusqu'à ce qu'elles se sentent capables d'accompagner sereinement dans la classe, ce que la DASEN refuse d'assurer. D'autre part, elles maintiennent que **la DASEN doit 8H30 d'accompagnement aux élèves notifiés et pas 5H45.**

Dans ce cadre-là, elles ont donc décidé de **demander à être reçues avec les représentants des parents d'élèves et le SNUDI FO 81 par le Recteur.** Refus du Recteur arguant que les AESH avaient déjà été reçues par la DSDEN du Tarn en audience, "*audience durant laquelle des réponses vous ont été apportées*". Le SNUDI FO 81 et les représentants des parents d'élèves ont insisté : silence du Recteur.

Ce jour, en CSAA, les représentants FO ont interpellé le Recteur qui répond que les services n'ont plus d'emplois de réserve au niveau académique !

Les AESH enchaînent leur 3ème semaine de grève et restent déterminées !

Elles appellent les AESH, les enseignants à faire connaître leur mouvement et à les soutenir financièrement notamment [via leur cagnotte Leetchi.](#)

Nous précisons que cette cagnotte n'est pas une cagnotte du syndicat : les AESH de l'école de Victor Hugo souhaitent gérer leur mouvement à leur façon.

Les AESH de l'école de Victor Hugo ne veulent plus porter la responsabilité des limites de l'inclusion systématique !

Les AESH ont organisé une conférence de presse ce jeudi. Les représentants des parents d'élèves de l'école de Victor Hugo de Graulhet et le SNUDI FO 81 s'y exprimeront aussi.

Dans le 92, 3ème jour de grève des personnels du collège Pompidou de Villeneuve-la-Garenne mardi 3 février.

Vendredi, un millier de personnes, dont 800 lycéens, du lycée Du Bellay à Angers ont manifesté spontanément contre l'annonce d'une baisse de 42 heures sur l'établissement.

Dans le 93, toute l'équipe (AESH et enseignants) de l'école d'Estienne d'Orves à Montreuil étaient en grève hier et s'est rassemblée devant la DSDEN pour être reçue : " 211h d'AESH notifiées. Il nous manque la moitié soit 106h. Soit plus de 4 AESH plein temps qui manquent. Cela entraîne une fatigue de l'équipe, des situations compliquées. A chaque incident, on écrit des fiches SST mais rien n'évolue."

A Paris, un collectif (pour une baisse massive des effectifs par classe et contre les fermetures de classes) regroupe plus de 25 établissements et des dizaines de sections locales de parents d'élèves. Plusieurs AG se sont tenues. Et aujourd'hui, des grévistes et des parents d'une 20aine d'établissements de Paris se sont rassemblés devant le Rectorat puis l'ont envahi et occupé jusqu'à ce qu'une délégation (mandatée par 17 établissements) soit reçue par le DASEN. Les réponses apportées n'ont donné satisfaction à aucune des revendications. L'Assemblée Générale des grévistes a donc décidé de continuer à informer les établissements et les écoles et les parents via des tournées afin de réunir le plus possible les personnels le 17 février pour discuter de la grève pour gagner sur les revendications.

Les AESH de l'école de Victor Hugo de Graulhet ne sont pas les seules à refuser d'accepter la situation et à chercher à se mobiliser pour gagner !

Le SNUDI FO 81 appellent tous les collègues (AESH et enseignants) à se réunir, à nous faire remonter leurs besoins (heures d'accompagnement manquantes, refus de fermer une classe, demande d'ouverture d'une classe, nombre d'élèves en attente d'une place dans un ESMS...).

Le SNUDI FO 81 est disponible pour venir dans vos écoles et vous aider à tenir des réunions pour discuter de la situation et des moyens pour obtenir tout ce dont notre Ecole a besoin !

Nous n'avons plus d'autre choix ! La DASEN et le Recteur ne répondent qu'aux exigences du Ministère !

Il y en a assez qu'on nous fasse la leçon ! Nous voulons des moyens !